

Table des matières



<i>Avant-propos</i>	11
---------------------------	----

CHAPITRE I

L'ÉVOLUTION DES FONCTIONS TRADITIONNELLES

I. Considérations communes.....	18
A. Monopole étatique, 18. – B. Un partage croissant d'attributions au sein de l'Etat, 19.	
II. La fonction extérieure et son évolution	21
A. Une fonction d'importance croissante et de plus en plus partagée, 21. – B. Les changements, 24. – C. Une évolution sensible mais qui atteint un seuil critique, 29. – D. Le problème particulier des relations culturelles extérieures, 36.	
III. Une autre fonction traditionnelle en mutation : la fonction judiciaire.....	41
A. La fonction judiciaire comme service public, 45. – B. Le ministère de la Justice, 51. – C. L'organisation judiciaire, 56. – D. Quelques problèmes de fonctionnement du service public de la justice, 65. – E. Les magistrats, 71.	

CHAPITRE II

UNE FONCTION NOUVELLE : LA CULTURE

I. La dévolution de la fonction culturelle.....	80
A. Une fonction partagée dans l'Etat, 80. – B. Une responsabilité non exclusive de l'Etat, 85.	

II. L'évolution de la fonction culturelle..... 92
A. Conservation: la fonction patrimoniale, 94. – B. La création: une fonction d'incitation, 103. – C. La diffusion: une fonction de gestion et d'incitation, 106. – D. La formation, 111.

CHAPITRE III
LA FONCTION ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT

I. Une fonction plus dynamique..... 118
A. La mutation de l'ordre économique, 118. – B. Mutation de la réglementation économique, 120. – C. L'émergence d'une « magistrature économique », 123. – D. L'incitation aux réformes de structure, 128. – E. La politique industrielle de la France, 146. – F. Réflexions sur la politique industrielle, 156.

II. Un cadre rigide 158
A. Les cadres intellectuels, sociaux et politiques demeurent figés, 158. – B. Les pôles de décision, 160.

CHAPITRE IV
LA FONCTION PRODUCTRICE
LE SECTEUR PUBLIC

I. Présentation générale 166
A. Ampleur et ambiguïté du secteur public, 166. – B. Difficulté de définition de l'entreprise publique, 168. – C. L'importance économique et la complexité du secteur public, 176.

II. Les rapports des entreprises publiques et de l'Etat..... 179
A. Les liens de l'Etat et des entreprises publiques, 180. – B. Pourquoi les liens de l'Etat et des entreprises publiques ne sont-ils pas satisfaisants?, 184. – C. Les remèdes, 193.

III. Problèmes de structures 197
A. Les structures de direction, 197. – B. Les structures de gestion, 200.

CHAPITRE V
L'ADMINISTRATION ET L'ESPACE

I. Essai d'une définition de la responsabilité de l'Etat à l'égard de l'espace..... 210
A. Attributions fondamentales d'un Etat souverain, 210. – B. Le sol national, 211.

II. Evolution de la patrimonialité publique.....	213
A. Le patrimoine forestier, 213. – B. Le domaine militaire, 215. – C. Un instrument opérationnel : la conservation du littoral, 216. – D. Les problèmes généraux d'une politique d'acquisition foncière des collectivités publiques, 219.	
III. Diversification et renforcement des politiques des espaces sensibles	221
A. L'évolution des procédures classiques, 221. – B. Les procédures récentes, 223.	
IV. Mutation de la politique foncière.....	227
A. Le milieu rural et agricole, 227. – B. La politique foncière en milieu urbain, 235. – C. Les projets en cours, 242. – D. Action générale sur le territoire, 244.	

CHAPITRE VI
L'ÉTAT ET LES PROFESSIONS
À TRAVERS L'EXEMPLE DE L'AGRICULTURE

I. Le cadre des relations	251
A. Du côté de l'Etat, 251. – B. Du côté de la profession, 255.	
II. Les fonctions publiques ou para-publiques concédées à la profession	264
A. Un cas de portée générale : les chambres d'agriculture, 266. – B. Un cas de portée spécialisée : l'organisation professionnelle, 269.	
III. Les fonctions cogérées. L'exemple des offices par produits...	270
IV. L'association de l'Etat à la gestion d'activités professionnelles	275
A. Le crédit agricole, 276.	
V. La concertation.....	279
A. La concertation politique, 279. – B. La concertation ministérielle, 280. – C. La concertation professionnelle, 281.	

CHAPITRE VII
LES MOYENS JURIDIQUES
DE L'ACTION ADMINISTRATIVE

I. Conditions générales d'élaboration de la norme juridique....	285
A. L'institution administrative et la loi, 285. – B. L'institution administrative et le pouvoir réglementaire, 297.	

- II. Les formes nouvelles d'élaboration de la norme juridique ... 299
A. L'habilitation en matière de compétence normative, 299. – B. La procédure contractuelle, 301. – C. De nouvelles normes à travers d'anciens canaux, 303. – D. L'action sans normes, 304.

CHAPITRE VIII

LES MOYENS BUDGÉTAIRES ET FINANCIERS

- I. L'élaboration du budget, acte fondamental de la vie administrative 308
A. Les principes budgétaires, 308. – B. La présentation budgétaire, 313. – C. La préparation du budget, 315. – D. La rigidité du budget, 319.
- II. L'exécution du budget..... 323
A. Problèmes généraux, 323 – B. L'exécution des dépenses et leur contrôle, 324. – C. Le contrôle synthétique, 326. – D. Un problème particulier : les marchés publics, 330.

CHAPITRE IX

LA FONCTION PUBLIQUE

- I. Présentation générale de la fonction publique..... 339
A. La diversité des situations, 340. – B. L'unité des principes, 341. – C. Les hauts fonctionnaires, 342.
- II. Y a-t-il une politique de la fonction publique ?..... 350
A. En principe, la réponse à cette question est affirmative, 350. – B. Facteurs qui rompent ou alternent cette homogénéité, 354.
- III. Relations sociales dans la fonction publique..... 358
A. Les syndicats dans la fonction publique et leur audience, 358. – B. Les négociations salariales, 361.
- IV. Quelques éléments statistiques 366

CONCLUSION

I. Situation actuelle des institutions administratives.....	373
A. Les éléments positifs, 373. – B. Les éléments négatifs, 378	
II. L'éthique de l'administration.....	386
A. Le sens de l'Etat, 387. – B. Le sens du service public, 388. – C. Le sens des responsabilités, 390.	
<i>Bibliographie</i>	393
<i>Index des sigles</i>	417
<i>Index des noms</i>	421
<i>Index des matières</i>	425

